

Bruxelles, le 24 août 2018
(OR. en)

**Dossier interinstitutionnel:
2018/0302 (NLE)**

11690/18
ADD 1

ACP 67
WTO 218
COAFR 203
RELEX 696

PROPOSITION

Origine:	Pour le secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, directeur
Date de réception:	6 août 2018
Destinataire:	Monsieur Jeppe TRANHOLM-MIKKELSEN, secrétaire général du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2018) 573 final - ANNEXE
Objet:	ANNEXE à la Proposition de Décision du Conseil relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du Comité APE institué par l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part concernant l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2018) 573 final - ANNEXE.

p.j.: COM(2018) 573 final - ANNEXE



Bruxelles, le 6.8.2018
COM(2018) 573 final

ANNEX

ANNEXE

à la

Proposition de Décision du Conseil

relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du Comité APE institué par l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part concernant l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne

PIECE JOINTE

PROJET DE

DÉCISION N° ... /2018 DU COMITÉ APE

institué par l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part

du [date]

concernant l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne

LE COMITÉ APE,

Vu l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part (ci-après dénommé « l'accord »), signé à Abidjan, le 26 novembre 2008, et appliqué à titre provisoire depuis le 3 septembre 2016, et notamment ses articles 76, 77 et 81,

Vu le traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne (« l'Union ») et l'acte d'adhésion à l'accord déposé par la République de Croatie le 8 novembre 2017,

Considérant ce qui suit :

- (1) L'accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (« TFUE ») s'applique et dans les conditions prévues par ledit traité et, d'autre part, au territoire de la Côte d'Ivoire.
- (2) Conformément à l'article 77, paragraphe 3, de l'accord, le comité APE peut décider des mesures d'adaptation éventuellement nécessaires suite à l'adhésion de nouveaux États membres à l'Union,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

La République de Croatie, en tant que partie à l'accord, de la même manière que les autres États membres de l'Union, respectivement adopte et prend acte des textes de l'accord, ainsi que des annexes, protocoles et déclarations qui y sont annexés.

Article 2

L'accord est modifié comme suit : l'article 81 est remplacé par le texte suivant :

« Article 81

Textes faisant foi

Le présent accord est établi en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, chacun de ces textes faisant également foi. »

Article 3

L'Union communique à la Côte d'Ivoire la version en langue croate de l'accord.

Article 4

Les dispositions de l'accord s'appliquent aux marchandises exportées soit de la Côte d'Ivoire vers la République de Croatie, soit de cette dernière vers la Côte d'Ivoire, qui satisfont aux règles d'origine en vigueur sur le territoire des parties à l'accord, et qui, au 3 septembre 2016, se trouvaient en transit ou en dépôt temporaire, en entrepôt douanier ou dans une zone franche dans la Côte d'Ivoire ou dans la République de Croatie.

Le traitement préférentiel est accordé dans les cas visés au paragraphe 1, à condition qu'une preuve de l'origine émise rétroactivement par les autorités douanières du pays exportateur soit présentée aux autorités douanières du pays importateur, dans un délai de quatre mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 5

La Côte d'Ivoire s'engage à ne pas introduire des revendications, demandes ou recours, et à ne modifier ni retirer aucune concession conformément à l'Article XXIV, paragraphe 6, et à l'Article XXVIII de l'**Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce** (« GATT ») de 1994 ou à l'Article XXI de l'**Accord Général sur le Commerce des Services** (« l'AGCS ») en relation avec l'adhésion de la République de Croatie à l'Union.

Article 6

La présente décision entre en vigueur à compter de sa date de signature.
Cependant, les articles 3 et 4 sont applicables à partir du 3 septembre 2016.

Fait à xxx, le

Pour la Côte d'Ivoire

Pour l'Union européenne